

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 NOVEMBRE 2013**

**Nombre de Conseillers : 18**

**Présents : 12 (13 à compter du point 2)**

**Pouvoir : 0 (1 à compter du point 2)**

L'an deux mille treize et le treize novembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, WEISS Elisabeth, LEBORGNE Sylvie, BERGEZ Danielle, CAZZOLA Stéphane, Adjoints; MARTIN Alain, BESSONE Eric, PELLERIN Annick, LAMBERT CONSTANT Eliane, EGENSCHWILLER Sabine, BUISINE Serge.**

**Absents et excusés :**

**HILY Guy (*pouvoir à CAZZOLA Stéphane*),  
LACREUSE Brigitte,  
DOTTA Stéphane,  
MATI Chantal,  
GIROUD Patrick,  
FILERI Grégory.**

*Début de la séance : 18h45*

**Désignation du secrétaire de séance :** Mme PELLERIN Annick

**Lecture du compte rendu :** Adopté sans observations.

**Lecture des décisions :**

- Attribution de l'appartement n°5, 21 Rue Grande à Mme DONATI Sylvie.
- Attribution du local, 60 Rue Grande à Mme BOURGARIT Caroline.

*Arrivée de Mme LEBORGNE à 18h50*

### **1. MODIFICATION DELIBERATION DU 30.09.2013 RENOUELEMENT D'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE A CONCLURE AVEC LA BANQUE POSTALE.**

Monsieur Eric GARCIA, premier Adjoint délégué aux finances rappelle aux membres de l'assemblée délibérante son vote du 30 septembre dernier ayant trait au renouvellement d'ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la banque postale.

Il explique en ce sens que cette ligne de trésorerie porte sur le financement des besoins ponctuels de trésorerie, ceci afin de respecter la réglementation en vigueur

notamment l'article 98 du code des marchés publics qui prévoit que le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours.

La banque postale a souhaité l'intégration de compléments de caractéristiques financières au sein de la délibération.

Il est donc proposé de délibérer de nouveau pour compléter la dite décision.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de l'offre de financement et de la proposition de contrat de La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure le renouvellement d'ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la banque postale dont les principales caractéristiques sont :

<b>Prêteur :</b>	La Banque Postale
<b>Objet :</b>	Financement des besoins de trésorerie
<b>Nature du produit :</b>	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
<b>Montant de la ligne de Trésorerie :</b>	200 000 €
<b>Durée du contrat :</b>	364 jours
<b>Date d'effet du contrat :</b>	29/10/2013
<b>Date d'échéance du contrat :</b>	28/10/2014
<b>Taux d'Intérêt :</b>	EONIA + marge de 1.68 % l'an
<b>Base de calcul :</b>	Exact/360 jours
<b>Commission d'engagement :</b>	400.00 € payable au plus tard à la Date de prise d'effet du contrat
<b>Garantie :</b>	Néant
<b>Commission de non utilisation :</b>	0.20 % du Montant maximum non utilisé due à compter de la Date de prise d'effet du contrat et payable trimestriellement à terme échu le 8 <sup>ème</sup> jour ouvré du trimestre suivant
<b>Taux Effectif Global (TEG) :</b>	1.99 % l'an Ce taux est donné à titre d'illustration, et ne saurait Engager le Prêteur
<b>Modalités de remboursement :</b>	Paiement trimestriel à terme échu des intérêts. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale

**Modalités d'utilisation :**

Tirages/Versements  
Procédure de Crédit d'Office privilégiée  
Montant minimum 10.000 euros pour les tirages

**ARTICLE SECOND** : Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de ligne de trésorerie et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE TROISIEME** : Que la présente délibération complète la délibération du 30.09.2013 « renouvellement d'ouverture d'une ligne de trésorerie à conclure avec la banque postale ».

**Adopté à l'unanimité**

*Arrivée de M. CAZZOLA à 19h10*

**2. DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET EAU**

Monsieur Eric GARCIA, premier Adjoint délégué aux finances, présente le projet de décision modificative intervenant dans le cadre du budget eau potable.

DESIGNATION	DEPENSES <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
D-60631 : Fournitures d'entretien	17 110,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>17 110,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-6410 : Rémunérations du personnel	0,00 €	15 510,00 €
<b>TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 510,00 €</b>
D-658 : Charges diverses de la gestion courante	0,00 €	1 600,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 600,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>17 110,00 €</b>	<b>17 110,00 €</b>
<b>Total général</b>		<b>0,00 €</b>

(1) y compris les restes à réaliser

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'approuver la décision modificative n°2.

**Adopté à l'unanimité**

<p><b><u>3. ENQUETE PUBLIQUE ET AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL PORTANT SUR LE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATIONS (P.P.R.I.).</u></b></p>
--

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 07/02/2013 prescrivant le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations sur la commune du Thoronet,

**Vu** l'Article R. 562-7 du Code de l'environnement prévoyant la soumission du projet à l'avis du Conseil Municipal dont le territoire est couvert par le plan.

**Vu** la délibération de l'assemblée délibérante du 30/09/2013 portant sur le le Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondations (P.P.R.I.). du Thoronet,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30/09/2013 portant ouverture d'une enquête publique,

**Considérant** que les représentants de la Commune du Thoronet se doivent de donner leur avis dans le cadre de l'enquête publique sur le projet présenté au cours de cette enquête

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que les services de l'Etat ont débuté en octobre 2012, l'élaboration Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations (désigné P.P.R.I.) du Thoronet.

Leur démarche s'est ponctuée de réunions publiques (15/11/2012 et 06/06/2013) à l'issue desquelles les administrés tout comme la municipalité du Thoronet ont pu faire part de leur réclamations à travers notamment des cahiers d'observations.

Le règlement et le zonage du territoire ont connu favorablement depuis, quelques modifications mais n'ont pas répondu à toutes les attentes des thoronéens et des membres du Conseil Municipal (exprimées en réunion de travail).

Ainsi, il rappelle que les parcelles bâties désormais classées en zone dite rouge ont reçu l'aval des services de l'Etat pour être construites. En effet, jusqu'en 1983, il revenait aux services étatiques d'accorder les permis de construire. A compter de cette date, la Commune devenue responsable de l'urbanisme n'a plus octroyé de permis en bordure de l'Argens.

Le classement en zone rouge fait perdre la quasi-totalité de la valeur des biens construits ; c'est l'Etat qui aujourd'hui accable alors que c'est l'Etat qui est responsable de cette situation.

- **Il est demandé de revoir le zonage « zone rouge R1 » pour une classification en « zone bleue B3 » aux Fadons,**
- **Il est demandé de revoir le zonage « zone rouge R1 » pour un déclassement total à la Chapelle et à Sainte Marie vieille considérant que de mémoire d'homme, il n'y a jamais eu d'eau qu'elle soit de l'Argens ou de ruissellement**

De plus, il est contestable que le cœur du hameau les Bertrands soit impacté par le projet de P.P.R.I. alors que la zone d'implantation de ces constructions remonte au 13<sup>ème</sup> siècle, époque du métayage en lien avec l'Abbaye.

- **Il serait logique de le classer en aléa exceptionnel.**

En outre, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain incite la commune à réduire les espaces non urbanisés en favorisant la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés ; ce qui contraint à développer le noyau villageois en priorité.

Le P.P.R.I. vient en contradiction de la loi S.R.U. en classant la zone urbaine en zone rouge (ce qui ne permet pas de constructions) et ce, alors même que la crue exceptionnelle du cours d'eau « le Vallon » le 26/10/2012 n'a jamais atteint les territoires visés par la cartographie du P.P.R.I. encart 15.

De même au nord du noyau villageois, les terrains destinés à recevoir des logements répondant aux critères de mixité sociale sont classés en zone rouge R1-R3 et en crue exceptionnelle.

Egalement, à l'est du village, le classement en R.1 des zones allant du lit du cours d'eau jusqu'au chemin existant compromet le projet de création des services techniques municipaux bien que le plan altimétrique réalisé par le géomètre relève une différence de 7 mètres entre l'axe du cours d'eau et ledit chemin.

Le village est ainsi condamné à demeurer figé alors que les zonages prescrits par le P.P.R.I. ne correspondent pas à la réalité de terrain.

- **Il est nécessaire de classer les zones rouges R1 – R3 du noyau villageois en zone bleue B2 et réduire la zone rouge à la sortie est du village (implantation du projet des services techniques). La commune s'engage à détruire l'ouvrage limitant (pont) et le reconstruire selon les préconisations de la D.D.T.M. d'ici 2015.**

Enfin, s'il est louable que ce projet de P.P.R.I. ambitionne de protéger les populations des villes situées en aval du Thoronet, il n'est pas démontré un engagement pour que les bassins versants du Caramy, de l'Issole, de la Bresque, et du Vallon, du Miquelet soient régulés par un entretien régulier de ces derniers, protégeant ainsi le Thoronet.

**Au regard de l'exposé ci-avant, après en avoir délibéré, le Conseil municipal,**  
**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** D'émettre un avis défavorable au projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondations sur la commune du Thoronet, présenté en enquête publique,

**ARTICLE SECOND :** De charger Monsieur le Maire de communiquer le présent avis au Commissaire enquêteur, Monsieur Cozette, afin que les argumentations précitées soient prises en considération et le projet de P.P.R.I. modifié en conséquence.

**Adopté à l'unanimité**

Monsieur MARTIN Alain indique qu'il faudrait chiffrer les travaux liés au pont notamment son curage et présente une hypothèse technique.

<b>4. <u>CONCLUSION CONTRAT GROUPE GARANTIE PREVOYANCE</u></b>
--

**Vu** la délibération du 12/04/2013 approuvant la mise en place d'une convention constitutive d'un groupement de commande pour la passation d'un contrat de prestation complémentaire de prévoyance santé entre la Communauté de Communes Cœur du Var coordonnateur du groupement et les communes de Cabasse, du Cannet des Maures et du Thoronet

**Considérant** la consultation relative à la passation d'une convention concernant la prestation complémentaire de prévoyance et de maintien de salaire a été initiée le 20/06/2013 avec une date de remise des offres fixée au 10/09/2013.

**Considérant** que le Président de la Communauté de la Communauté de Communes Cœur du Var est chargé par la convention constitutive du groupement de commande de signer les dites conventions au nom des membres du groupement.

**Considérant** que suite à la réunion de la Commission d'attribution en date du 15/10/2013, le contrat a été attribué à l'opérateur économique :

- **MUTUELLE DE FRANCE PREVOYANCE** pour un taux de 1.54% pour la formule incluant l'indemnité journalière, l'invalidité et la perte de retraite de la masse salariale brut.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'approuver l'exposé ci-dessus.

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser Monsieur le Président de la Communauté de Communes Cœur du Var sous réserve de l'avis du comité technique du 12/12/2013 à signer la convention de participation de prévoyance concernant la prestation complémentaire de de maintien de salaire avec la Mutuelle de France Prévoyance.

**Adopté à l'unanimité**

<b>5. <u>CONVENTION MEDECINE PREVENTIVE AUPRES DU CENTRE DE GESTION 83</u></b>
--

Le Centre de Gestion du Var propose de conclure une convention permettant l'adhésion au service de Médecine préventive.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De conclure la convention régissant le fonctionnement du service de médecine préventive confiée au Centre de Gestion du Var.

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser le Maire à signer la dite convention et à réaliser l'ensemble des procédures nécessaires à l'application de la présente décision.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>INFORMATIONS DIVERSES</u></b>
-------------------------------------

**Par Monsieur le Maire :**

*Monsieur Eric BESSONE quitte la séance à 19h20.*

Monsieur le Maire souhaite connaître le sentiment des membres du Conseil municipal s'agissant d'un projet de cession d'une partie du terrain municipal sur lequel est implanté la maison des jeunes, et ce en vue de l'extension de la cave coopérative (magasin de vente). Le contrat de vente pourra imposer que la maison des jeunes soit impérativement au préalable reconstruite avant tout début de travaux

d'extension; la maison des jeunes serait réalisée aux abords du stade pour une surface supérieure à celle d'aujourd'hui. Il est donc envisagé différentes possibilités contractuelles.

L'ensemble des membres s'accordent pour que le Maire sollicite le service des Domaines, préalable avant toute délibération.

*Monsieur Eric Bessone réintègre la séance à 19h30.*

- Lecture courrier portant sur les nouveaux horaires de la poste du Thoronet.
- Lecture courrier d'un administré portant sur un acte de vandalisme sur son véhicule par des mineurs. Monsieur le Maire convoquera les parents.
- Lecture courrier portant sur la création du « scrabble club cœur du Var ».

**Par Madame Leborgne Sylvie :**

La Commune du Thoronet a emporté la 3<sup>ème</sup> place du concours fleuri, bientôt la commune pourra prétendre à l'obtention d'une première fleur.

Les représentants de l'inspection d'Académie viendront prochainement à la rencontre des différents protagonistes dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Il avait été proposé s'agissant des élémentaires de diviser l'école en deux soit la moitié des effectifs qui soit les lundis et jeudis soit les mardis et vendredis terminerait l'enseignement scolaire à 15h afin de bénéficier d'activités notamment sportives. Cela permettrait aux enfants de se changer, de s'équiper et d'être dans l'esprit de l'activité.

S'agissant des maternelles, tous s'accordent pour décaler l'entrée à 8h45, diminuer la pause méridienne pour que les enfants réalisent une activité de 45 minutes en fin de journée, car au delà de 45 minutes, les plus jeunes ne peuvent plus se concentrer.

**Séance clôturée à 19h45**

**La secrétaire de séance**

**Mme Annick PELLERIN**